



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
UID37/41 Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE LA BRUYERE SAS

10 rue de Castiglione
75001 Paris

Références : 2025-00073 et VAT n°20250044
Code AIOT : 0010011513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN DE LA BRUYERE SAS implanté La Bruyère 41240 Binas. L'inspection a été annoncée le 02/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE LA BRUYERE SAS
- La Bruyère 41240 Binas
- Code AIOT : 0010011513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Bruyère est exploité depuis décembre 2006. Il bénéficie à ce titre du permis de construire n°PC4101703A0008 du 16 juillet 2004.

Suite à la publication du décret n°2011-984 du 23 août 2011 portant modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées par courrier du 13 janvier 2012, complété le 21 mai 2012.

L'acte donnant le bénéfice d'antériorité à l'exploitant a été délivré le 27 décembre 2012 par la DDCSPP 41.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
12	Contrôle d'intégrité-bridés et fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Contrôle d'intégrité-contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande d'action corrective	2 mois
14	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	2 mois
16	Balisages lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.2.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite Inspection 2017	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Accès aux aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	s		
5	Formation et exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
6	Exercice d'entraînement aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
7	Intérieur propre et dégagé	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
8	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Brûlage à l'air libre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
10	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
11	Moyens de lutte contre projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
15	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite Inspection 2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

<p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 décembre 2024, il a été constaté par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement la réalisation d'un suivi environnemental réalisé en 2018 et en 2019 qui faisait état de 4 mortalités (2chiroptères (Pipistrelle commune (E1), Pipistrellus (E5)) et 2 avifaunes (Étourneau Sansonet (E4), Bruant Proyer (E5)). La conclusion de ce rapport met en avant que le bridage n'est pas nécessaire. Le prochain suivi devra être réalisé en 2026 au plus tard.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 décembre 2024, il a été porté à la connaissance de l'inspection l'existence d'un justificatif de dépôt des données brutes issues du suivi environnemental sur la plateforme Depobio, daté du 10 décembre 2024. Comme l'inspection n'a pas pu procéder au contrôle des données mise en ligne, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la preuve de dépôt de ses données sous Depobio, ainsi que le rapport de suivi afin qu'il soit étudié.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la preuve de versement des données brutes issues du suivi environnemental sur la plateforme Dépôt légal de données de biodiversité à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de l'inspection du 12 décembre 2024, il a été constaté que l'aérogénérateur E1, E2 et le poste de livraison étaient fermés à clefs. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Lors de l'inspection du 12 décembre 2024, il a été constaté : a) la présence d'un panneau sur l'aérogénérateur E1 et l'absence de panneau sur l'aérogénérateur E2. b) l'absence d'affichage sur les mats E1 et E2 de la numérotation OREOL des éoliennes qui sont :

"010011513-E1" ou "010011513-E2" jusqu'à "...E5".

L'exploitant ne dispose pas d'un panneau sur l'aérogénérateur E2 ni d'un affichage en caractères lisibles des identifiants OREOL sur le mat de chaque éolienne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Formation et exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

Constats :

Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté l'existence d'un registre de formation (interne et externe) qui prévoit pour les agents de la société tout un ensemble de formations dédiées à l'activité d'exploitation et d'entretien des éoliennes afin de garantir une formation de base et leur renouvellement périodique.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exercice d'entraînement aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel

Prescription contrôlée :

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas

<p>échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté l'existence d'un registre des exercices qui a été créé en 2021.</p> <p>Ce registre met en avant l'organisation et la réalisation d'un exercice POSI en mars 2023 incluant la production d'un REX (retour d'expérience) et de mesure corrective (si nécessaire).</p> <p>Il met également en avant la réalisation sur un parc voisin "Les Mardeaux" d'un exercice avec le SDIS en date du 1er juin 2024 et de la réalisation d'un exercice sur le parc du "bois de l'arche" par l'équipe de maintenance.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Intérieur propre et dégagé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'intérieur des aérogénérateurs E1 et E2 était propre et sans matériaux inflammables.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Registre de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives</p>

engagées.
Constats : Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté la présence en version informatique d'un registre d'entretien sous le format d'un tableur. Il prévoit la réalisation de 2 opérations de maintenance préventives réalisées en interne et historiquement réalisées par NORDEX ainsi que des opérations de maintenance annuelle dite T3, semi-annuelle dite T2 et tous les 5 ans dite T1 (réalisée en juin 2023). Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Brûlage à l'air libre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté l'absence de trace d'incendie sur les plateformes des aérogénérateurs E1 et E2. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté la présence d'un extincteur à l'intérieur de l'aérogénérateur au niveau du pallier inférieur, à jour de ses contrôles. L'exploitant a également précisé à l'inspection la présence d'un second extincteur en partie haute de l'aérogénérateur.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Projection de glace
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2024, l'exploitant a informé l'inspection de la mise en place d'un dispositif de patch sur les pales et de moyens de détection de la présence de glace. La remise en route des appareils après un épisode de glace s'organise avec une levée de doute systématique par un technicien qui se déplace sur site.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle d'intégrité-bridés et fixations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides et fixations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2025, il a été constaté sur le registre d'entretien qu'une opération de resserrage des brides et des systèmes de fixation avait été réalisée en 2021. L'exploitant indique que ces opérations ont lieu annuellement sous la forme d'une vérification visuelle du marquage et</p>

<p>d'un resserrage au besoin.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté plusieurs marquages sur le système de fixation au sol du mat des éoliennes E1 et E2.</p> <p>Il a été constaté que la vérification du serrage des brides des pales de l'aérogénérateur E3 était absente du rapport présenté par l'exploitant en date du 23/07/2024. L'inspection a également été informé qu'un incident s'était produit au sein du groupe en 2021 (chute de pale), dans le département de la Creuse.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier du respect du contrôle périodique des brides et fixations de l'aérogénérateur E3 qui ne peut excéder 3 ans.</p>
<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de la périodicité du contrôle des brides de fixation de l'aérogénérateur E3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 13 : Contrôle d'intégrité-contrôles visuels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté la réalisation d'un contrôle visuel des pales en date du 29 août 2023 et 28 novembre 2024 par la société Eliopale. L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, procéder à un contrôle interne en complément 6 mois après les contrôles Eliopale aux jumelles. Il convient de transmettre ce document à l'inspection afin de justifier à l'inspection du respect de l'échéance des 6 mois pour ces contrôles.</p> <p>L'exploitant na pas été en mesure de justifier du respect du délai de 6 mois entre les 2 derniers contrôles visuels des pales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques chroniques, liste des SIS et périodicité de contrôle.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté à travers le registre de maintenance l'absence de capteur de température (SIS) et de contrôle de ces matériels. Ces types de matériels doivent être intégrés à la liste des SIS (systèmes instrumentés de sécurité) et identifiés dans les gammes de maintenance. L'exploitant informe que ces matériels (capteur de température, de fumée et de glace) ne sont pas prévus d'origine dans les aérogénérateurs NORDEX qui équipe ce site.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence des capteurs SIS (capteur de température, de fumée, de glace...) dans la liste des SIS et de leur contrôle qui doit être inférieur à 1 an.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté qu'une procédure interne de communication a été mise en place concernant la découverte d'un cadavre (notamment) d'une espèce protégée.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Balisages lumineux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence et synchronisation des feux à éclats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. La fréquence des feux de balisage à éclats implantés sur les éoliennes terrestres non côtières est de 20 éclats par minute. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2024, il a été constaté que le balisage lumineux des 5 éoliennes du parc était présent mais non-synchronisé au sein du parc des bruyères et avec les éoliennes alentours.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un balisage synchronisé.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois